

Baromètre de la confiance politique - vague 7



Le Baromètre de la confiance politique du CEVIPOF est la référence pour mesurer la valeur cardinale de la démocratie : la confiance. Depuis 2009, il dévoile les niveaux de confiance accordée aux acteurs politiques, sociaux et économiques par les Français. Il révèle les degrés de confiance personnelle et interpersonnelle. Il divulgue enfin les perceptions de l'avenir articulées entre optimisme personnel et pessimisme collectif.

L'état d'urgence modifie-t-il la confiance des Français ? Madani Cheurfa

« On n'est jamais assez prudent quand on a affaire aux autres », 71% des interrogés de la vague 7 du Baromètre de la confiance politique de décembre 2015 sont d'accord avec cette proposition (66% en 2009, 70% en 2011, 75% en 2013, 74% en 2014) et seulement 28% répondent que l'on peut faire confiance à la plupart des gens. Plus de deux personnes sur trois estiment ainsi que son rapport à l'autre n'est, ni a priori, ni en général, investi par la confiance. Si la confiance interpersonnelle est en berne, cherchons, en contrepartie, à connaître, dans notre démocratie représentative en période d'état d'urgence, quels acteurs ou institutions politiques, économiques et sociaux recueillent la confiance des personnes interrogées. Un an après, y a-t-il des différences avec les résultats de la vague 6 de décembre 2014 ?

Notre Baromètre montre que l'intérêt pour la politique dont témoignent les personnes interrogées se mêle à une forte défiance vis-à-vis du personnel politique. On peut néanmoins y distinguer les élus locaux (I). Ensuite, en examinant différents acteurs économiques et sociaux, on perçoit que ceux qui exercent une fonction de proximité (II) et qui remplissent une mission de protection (III) reçoivent la confiance des interrogés et, souvent, à des niveaux élevés.

I/ La méfiance et le dégoût

L'intérêt pour la politique est manifeste. Les personnes interrogées disent y porter plus d'intérêt que de désintérêt. En décembre 2015, 56% disent s'intéresser, beaucoup et assez, à la politique (57% en 2013, 58% en 2014). Cet intérêt était en baisse depuis la vague d'octobre 2011 du Baromètre, mais il reste majoritaire chez les interrogés. Il est, dès lors, intéressant de préciser la nature de cet intérêt en cherchant à savoir quel sentiment est éprouvé lorsque les interrogés pensent à la politique.

À cet effet, quatre sentiments positifs et quatre négatifs sont proposés lors de l'enquête. Le duo de tête des réponses est constitué de sentiments négatifs : la méfiance et le dégoût. L'enthousiasme et le respect reçoivent le moins de réponses. Depuis 2009, la méfiance et le dégoût ne cessent d'être cités en première position et caractérisent le rapport à la politique quand les personnes interrogées pensent à elle. Apparaît ainsi une apparente contradiction entre l'intérêt pour la politique et le rapport à la politique : on s'intéresse à une politique dont on se méfie et que l'on rejette.

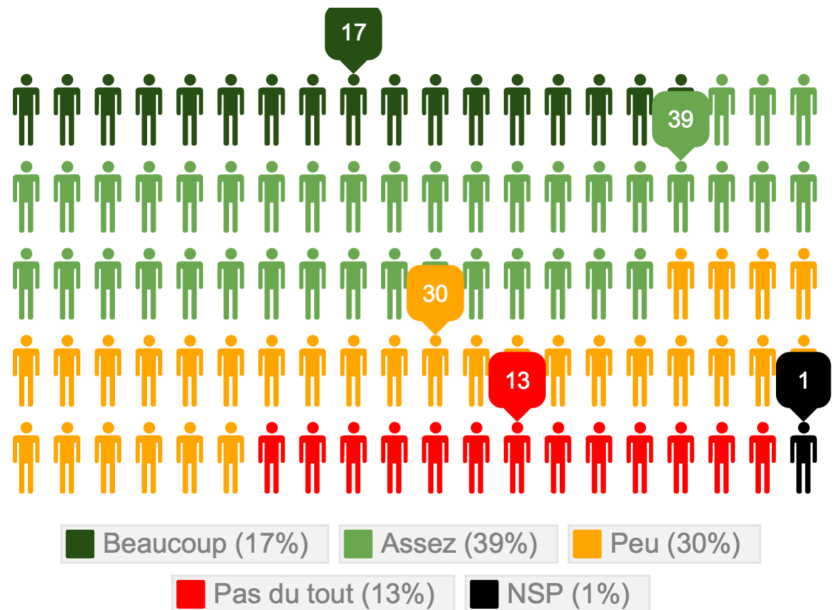
Cette contradiction se résout en partie en distinguant le jeu politique qui intéresse et les acteurs politiques qui sont rejetés. À titre d'exemple, 88% des personnes interrogées estiment que les responsables politiques, en général, se préoccupent peu ou pas du tout de ce que pensent les gens comme elles. À observer l'évolution des niveaux de réponses, on perçoit que cet avis va croissant depuis 2009 (81%).

Un tel score commande que l'on se concentre sur les acteurs politiques pour tenter d'identifier si certains connaissent néanmoins les faveurs de l'opinion.

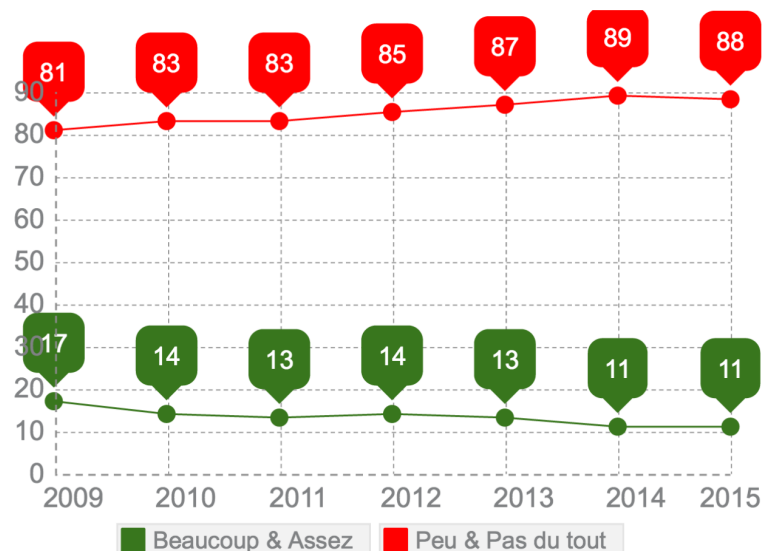
III/ La confiance dans les acteurs de proximité

Évoquons d'abord les institutions puis les fonctions. Dix institutions sont proposées à l'évaluation des personnes interrogées depuis le niveau le plus proche (conseil municipal) jusqu'au plus éloigné (les grandes conférences internationales, comme le G20), en passant par les différents échelons de notre organisation administrative et territoriale.

On note que le conseil municipal recueille le plus de confiance avec 65% (66% en 2014) contre 26% pour les grandes conférences internationales (24% en 2014). Un regard rétrospectif sur les différentes vagues nous permet de constater que le conseil municipal, depuis 2009, a toujours été l'institution qui recevait le plus de confiance, chaque fois à plus de 56%.



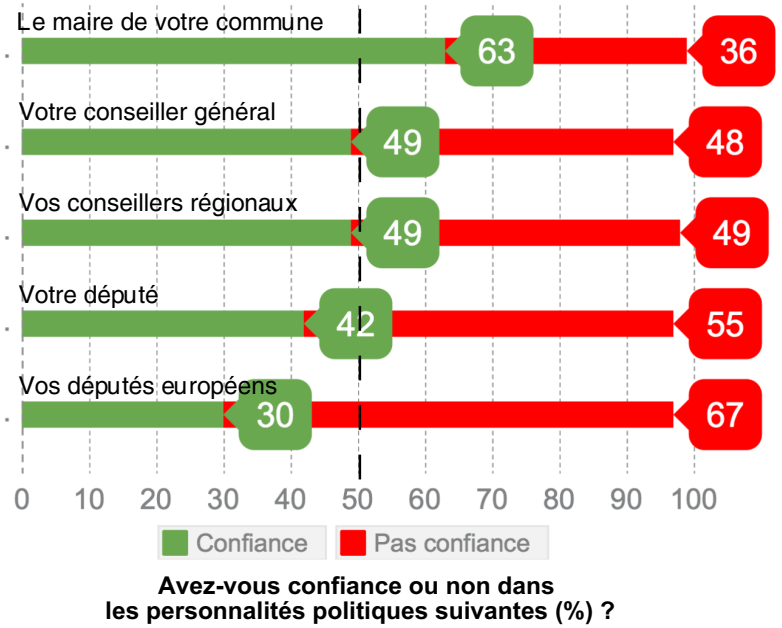
Est-ce que vous vous intéressez à la politique ? (%)



Est-ce que les responsables politiques, en général, se préoccupent de ce que pensent les gens comme vous ? (%)

On perçoit ainsi facilement que le niveau de confiance diminue au fur et à mesure que les institutions sont considérées comme éloignées des personnes interrogées. Il existe ainsi une véritable prime à la proximité : plus l'institution paraît proche, plus elle est perçue comme objet de confiance. Le conseil municipal arrive donc en tête (65%), suivi du conseil régional (55%) et du conseil départemental (55%). Ces trois conseils sont les seules institutions à recevoir plus de 50% de confiance parmi les dix proposées. En cette période d'état d'urgence, le gouvernement gagne six points, passant de 23% en 2014 à 29% en 2015.

En passant des institutions aux personnalités politiques et aux fonctions, les observations restent les mêmes. Sept fonctions sont proposées depuis le maire jusqu'aux députés européens en ajoutant le Président de la République et le Premier ministre actuels. La figure du maire, à l'instar du conseil municipal, est celle qui recueille le plus de confiance depuis 2009, et chaque fois à plus de 50% des personnes interrogées : 63% en décembre 2015 (66% en 2014). Parallèlement, le niveau de confiance suit les échelons administratifs, plus on s'éloigne de l'échelon perçu comme le plus proche, plus le niveau de confiance est bas : quand le maire est à 63%, les députés européens sont à 30%. En date de décembre 2015, le Président de la République actuel et le Premier ministre sont respectivement à 29% (23% en 2014) et 33% de confiance (34% en 2014).

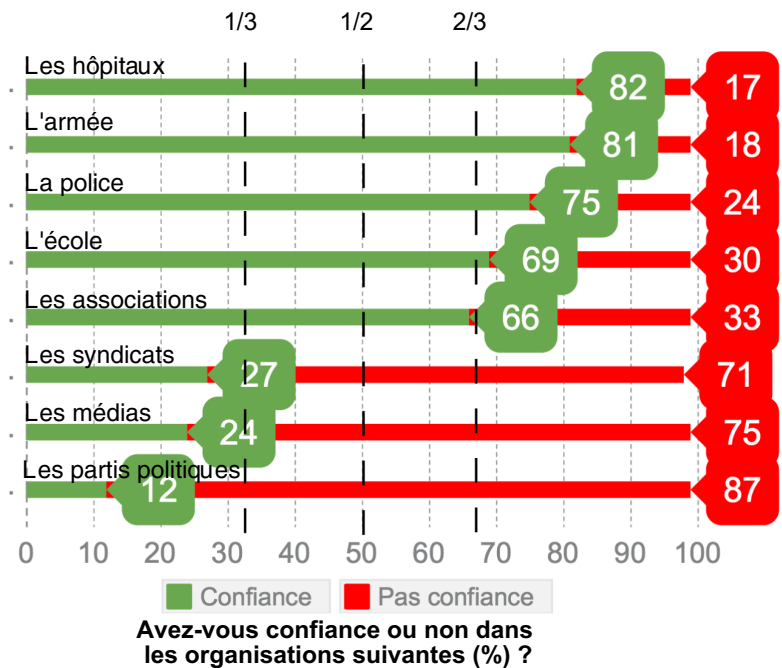


III/ Représentation en crise et demande de protection

Les syndicats remplissent un rôle essentiel dans notre démocratie sociale comme instance de médiation et de représentation. Un rôle équivalent est rempli par les partis politiques dans notre vie démocratique, ils concourent à l'expression du suffrage selon l'article 4 de la Constitution de 1958. Les médias entendent jouer un rôle de contre-pouvoir, voire de quatrième pouvoir, et participent de l'expression des opinions. Ces trois acteurs jouent donc un rôle essentiel de médiation et de représentation politiques. Ils reçoivent moins d'un tiers de confiance, les syndicats (27%), les médias (24%) et les partis politiques (12%) et signalent ainsi une dimension de la crise de notre démocratie représentative.

À l'inverse, d'autres acteurs connaissent de hauts niveaux de confiance, jusqu'à plus de deux tiers. Les hôpitaux, l'armée et la police recueillent respectivement des niveaux de confiance de 82%, 81%, 75%.

Rétrospectivement, on constate que ces résultats ne sont pas inédits. En effet, depuis 2009, les hôpitaux oscillent entre 78% et 83% de confiance et les partis politiques, entre 9% et 14%. La confiance paraît ainsi être accordée aux acteurs qui répondent à la demande de protection en général et plus particulièrement depuis les attentats terroristes de 2015. Cette protection est entendue au sens le plus large, depuis la santé et les soins, jusqu'à la sécurité des personnes et des biens.



La confiance dans les acteurs aux fonctions de proximité et aux missions de protection

Ainsi la proximité de certains acteurs est-elle valorisée et protège-t-elle de la défiance, à l'image du conseil municipal et du maire. Lorsque cette proximité est combinée à l'exercice d'une mission de protection, dans sa plus large acception (soins, sécurité des personnes et des biens), la confiance atteint alors de très hauts niveaux, jusqu'à quatre personnes interrogées sur cinq par les différentes vagues de ce Baromètre, à l'image des hôpitaux ou de l'armée. Les attentats terroristes de 2015 ont, de manière compréhensible, consolidé cette demande de protection et les niveaux de confiance accordée aux hôpitaux, à l'armée et à la police restent élevés en décembre 2015, à plus de 75%. Ils ont peu affecté les niveaux de défiance contre les autres acteurs politiques et sociaux.

Les différentes vagues du Baromètre nous permettent d'avancer que la confiance politique dépend d'une formule simple dans son énoncé et difficile dans sa réalisation : elle se gagne par la qualité de la réponse apportée à la double demande de proximité et de protection.

L'auteur

Madani CHEURFA

madani.cheurfa@sciencespo.fr



www.cevipof.com/fr/le-barometre-de-la-confiance-politique-du-cevipof/



www.cevipof.com



[@CEVIPOF](https://twitter.com/CEVIPOF)



fb.com/centrederecherches.cevipof

Edition

Madani CHEURFA

[Odile GAULTIER-VOITURIEZ](#)